

Le centre de réadaptation d'une ONG partenaire de Handicap International détruit dans la Ghouta orientale

Genève, le 23 février 2018. L'escalade extrême des bombardements dans la partie orientale de la Ghouta assiégée depuis les dernières 72 heures a fait plus de 300 victimes civiles et causé des dommages très importants aux infrastructures – particulièrement aux hôpitaux, aux cliniques et aux abris où les civils ont trouvé refuge. 390'000 civils sont assiégés et soumis à des bombardements intenses, à des attaques aériennes et à des bombes barils, dans l'enclave de la Ghouta orientale, avec un accès de plus en plus difficile à l'eau, la nourriture et aux médicaments.

Un centre de réadaptation physique d'une organisation partenaire de Handicap International (HI) a été totalement détruit après deux bombardements distincts mardi 20 et mercredi 21 février. Handicap International appelle à un cessez-le-feu et à un accès humanitaire immédiat à la zone !

Ce mardi 20 février, une première bombe-baril a détruit partiellement les étages supérieurs du centre. Le mercredi 21 février, un missile a de nouveau frappé le centre, détruisant ce qu'il en restait. Les familles qui ont cherché à se mettre à l'abri dans le sous-sol du centre, deux étages au-dessous du niveau du sol, ont dû être déterrées – toutes vivantes – piégées pendant des heures sous les décombres.

Jusqu'à 100 civils - le personnel, leurs familles et leurs voisins - se réfugiaient dans le centre de réadaptation pensant qu'il était plus sûr que leur propre maison. Grâce à une évacuation rapide des lieux, seules des blessures sont à constater.

Une ambulance de l'organisation partenaire a également été touchée par un autre bombardement. Le médecin et l'infirmière à bord n'ont pas survécu, tandis que l'enfant qu'ils transportaient vers un établissement médical a été blessé.

«Cette semaine, les bombardements systématiques se sont intensifiés une fois de plus. Nous ne pouvons pas faire notre travail auprès de personnes blessées dans la Ghouta orientale qui ont besoin de soins de réadaptation, explique un personnel médical d'une organisation locale de santé. La seule exception, c'est que les ambulances qui continuent à répondre aux urgences, malgré les bombardements continus».

«J'espère que vous contribuerez tous à faire entendre la voix des citoyens de cette région. Nous appelons à vous tous pour mettre fin à ce massacre et à arrêter cette machine de guerre criminelle», poursuit-il.

En raison des bombardements intenses, les travailleurs humanitaires d'autres zones de l'enclave n'ont pas pu accéder au centre, car le risque d'être touché sur le chemin était trop élevé. Le centre prodigue habituellement des soins de réadaptation à 90 patients par mois.

Des milliers d'autres personnes sont coincées chez elles, sans pouvoir se mettre à l'abri en sous-sol ou dans des infrastructures de santé. Les travailleurs humanitaires doivent travailler la nuit durant des accalmies pour fournir le peu d'aide humanitaire qu'ils peuvent, après des mois de siège. Les tirs en réponse, de la Ghouta orientale vers le centre de Damas, ont aussi causé la mort de dizaines de civils.

L'augmentation extrême des violences depuis janvier 2018 est une des pires depuis des années, particulièrement à Idlib, Afrin et dans la Ghouta orientale. Ce sont toutes des zones densément peuplées. Des travailleurs humanitaires et du personnel médical local rapportent à HI que les besoins explosent parmi la population civile de ces zones, qui est prise au piège sans abris sûrs où se réfugier.

Handicap International appelle à un cessez-le-feu et à un accès humanitaire immédiat à la zone !

HI rejoint l'appel du Conseil de sécurité de l'ONU et d'autres organisations humanitaires - syriennes et internationales - pour un cessez-le feu dans l'ensemble de la Syrie et une levée des sièges existants, y compris la Ghouta orientale.

L'ONG appelle à un accès humanitaire soutenu et accru dans toute la Syrie, y compris dans les zones assiégées et difficiles à atteindre. Les évacuations médicales d'urgence doivent être immédiatement autorisées et conduites de manière sûre et régulière. Les acteurs humanitaires travaillant en Syrie doivent être protégés conformément au droit international humanitaire.

En septembre 2015, l'ONG a lancé une campagne internationale de mobilisation pour que cessent les bombardements des civils. Elle se donne pour objectif de réunir 1 million de signatures d'ici à septembre 2018 handicap-international.ch/fr/signez-petition-maintenant

A propos de Handicap International

Handicap International (HI) est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 35 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Ouvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans près de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. En janvier 2018, le réseau mondial Handicap International devient Humanité & Inclusion. Il comprend des associations nationales qui s'appellent «Handicap International» dans les pays d'Europe continentale (France, Allemagne, Suisse, Belgique et Luxembourg) et «Humanité & Inclusion» au Canada, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

HI est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Elle agit et témoigne partout où «vivre debout» ne va pas de soi.

A Genève, Broken Chair symbolise sa lutte contre les armes explosives et les violences infligées aux populations lors des conflits armés. Créé par Daniel Berset sur demande de HI et installé face aux Nations unies, le monument est un défi adressé à la communauté internationale. Il lui rappelle ses obligations de respecter le Droit international humanitaire et de protéger les civils contre l'usage des armes explosives en zones peuplées.